

*L'Adresse*

Fait intéressant, on commence tout juste à ouvrir les yeux dans les diverses circonscriptions, et les électeurs s'aperçoivent que, une fois de plus, les gens de l'Est et de l'Ouest, ceux qui sont frappés par le projet de loi C-69, par exemple, sont traités différemment. Ils font l'objet de discrimination parce qu'ils n'habitent pas dans la région la plus riche de l'Est. Le plafonnement de ces fonds nous est imposé parce que nous obtenons des résultats économiques plutôt meilleurs que ceux de l'Ontario pendant cette récession.

Voyons les choses en face: les difficultés ne manquent pas, les faillites sont nombreuses, mais les contribuables s'aperçoivent que le charge fiscale se déplace simplement vers le bas. L'impôt reste peut-être inchangé aux niveaux fédéral et provincial, mais les municipalités doivent équilibrer leur budget. Pour ce faire, elles doivent prélever des recettes fiscales afin de couvrir les diverses dépenses. C'est le propriétaire foncier qui doit assumer la charge au niveau municipal.

Je voudrais citer un lettre reçue récemment à mon bureau. Elle vient de M<sup>me</sup> Thelma Drinkwater de Greenwood, en Colombie-Britannique, et elle est accompagnée de quelque 200 signatures d'habitants de la région. Voici ce qu'elle dit:

Veuillez trouver ci-joint une pétition signée par plus de 200 électeurs. Nous protestons contre l'adoption du projet de loi C-69. Nos contribuables paient déjà une proportion excessive de leur revenu au chapitre des programmes sociaux. Si nous ne recevons pas notre juste part du soutien fédéral, il nous faudra réduire les services ou alourdir les impôts.

Aucune de ces options n'est acceptable. Nous vous demandons par conséquent de faire connaître notre opinion sur la question.

J'exprime donc mes vues sur le projet de loi C-69, pour rappeler à la Chambre qu'il y a 200 personnes de localités comme Greenwood, Grand Forks et Midway, qui me demandent de me faire leur interprète et de m'opposer à ce qu'on refile des impôts aux propriétaires au niveau municipal.

L'un des services qui unifient notre pays et aident le Canada rural est notre réseau téléphonique. En ce moment, le CRTC est saisi d'une requête d'Unitel qui veut mettre un terme à un monopole. Il peut sembler étrange qu'un membre du Nouveau Parti démocratique se porte à la défense d'un monopole. Dans ce cas, il ne fait pas de doute à mon avis que, si nous déréglementons dans la mesure où Unitel voudrait que nous le fassions ou si nous laissons Unitel offrir des services téléphoniques interur-

bains, nous allons avoir de graves problèmes, des problèmes dont Unitel ne veut certainement pas parler.

Nous savons tous qu'il existe actuellement une subvention de 23 \$ à 39 \$ par mois pour les services téléphoniques locaux. Grâce à cette subvention, les frais d'installation sont très peu élevés et toutes les réparations sont gratuites. De plus, nous ne payons pas les appels locaux. Tout cela est compensé dans une certaine mesure par des frais d'appels interurbains plus élevés. C'est, en quelque sorte, une façon d'atténuer les problèmes de communication dans les localités rurales.

Si nous permettons à Unitel de se tailler une place sur le marché lucratif des services téléphoniques interurbains et de faire baisser les prix, il se passera exactement la même chose qu'aux États-Unis il y a sept ans, c'est-à-dire que le coût des services téléphoniques locaux augmenteront considérablement. Les personnes à faible revenu qui arrivent à peine à subvenir à leurs besoins ne pourront plus se permettre d'avoir le téléphone, qui est pourtant essentiel aux habitants des localités rurales puisqu'il leur permet de rester en communication les uns avec les autres et d'obtenir des services d'urgence à des endroits où les transports en commun sont inexistantes. J'ai peur que ce genre de chose arrive.

Monsieur le Président, vous m'avez fait signe que mon temps est écoulé. Je croyais que je disposais de 20 minutes. Il me reste encore deux minutes. Merci, monsieur le Président.

On est en train de réduire les services de Postes Canada dans les régions rurales alors qu'il faudrait plutôt les augmenter.

Permettez-moi de parler brièvement de la prospérité pour tous.

• (1310)

Certains autres députés ont parlé des achats aux États-Unis et des difficultés qu'éprouvent les petites entreprises. Nous ne pouvons pas blâmer les gens de vouloir obtenir la meilleure valeur possible pour leur argent.

Ils voient le problème auquel le Canada est confronté actuellement. Certes ils veulent obtenir la meilleure valeur possible pour leur argent, mais ils protestent aussi contre les impôts élevés qui, à leur avis, sont un problème dans notre pays, ainsi que contre la TPS, les taux d'intérêt élevés, la valeur élevée du dollar et, dans une certaine mesure, l'accord de libre-échange. Ce sont tous ces facteurs qui poussent les gens à traverser la frontière pour aller faire leurs achats.